

### CHRONIQUES

**La modernisation financière des collectivités locales.....2**  
André Autrand

**La prévention des risques technologiques et la réparation des dommages.....5**  
Yvan Razafindratandra

### JURISPRUDENCE

#### • Police administrative

**Dans quelles conditions une manifestation peut-elle être interdite ? .....9**  
Conclusions Didier Chauvaux  
CE 25 juin 2003, Association SOS Tout Petits, M. Letondot

#### • Services publics locaux

**L'État a-t-il pu légalement limiter à dix-huit ans la durée de la délégation consentie par une commune pour l'exploitation d'un casino ? .....13**  
Conclusions Marie-Hélène Mitjavile  
CE 3 octobre 2003, Commune de Ramatuelle

**Comment doivent être fixés les tarifs de consommation de l'eau ? .....17**  
Conclusions Jean-Louis Rey  
CAA Bordeaux 28 octobre 2003, Commune de Cilaos

#### • Fonction publique territoriale

**À quelle date s'apprécient les droits à l'allocation pour perte d'emploi ? .....21**  
Conclusions Jacques-Henri Stahl  
CE 22 octobre 2003, Mme D.

**Peut-on déroger aux garanties minimales de durée du travail et de repos ? .....24**  
Conclusions Gilles Bachelier  
CE 29 octobre 2003, Syndicat autonome des personnels navigants du groupement d'hélicoptères de la sécurité civile

**Quels sont les critères d'assimilation des diplômes européens pour l'accès à la fonction publique territoriale ? .....28**  
Conclusions Laurent Vallée  
CE 3 novembre 2003, Mlle B.

**Combien faut-il de candidats à un concours pour justifier une subdivision du jury ? .....30**  
Conclusions François Sénors  
CE 5 novembre 2003, M. Manuel J.

#### • Finances publiques locales

**Comment sont assujetties à la TVA les subventions versées par une personne publique pour la réalisation de travaux ? .....34**  
Conclusions Gilles Bachelier  
CE 29 octobre 2003, Communauté urbaine de Lyon

#### • Organismes de coopération et de regroupement

**Peut-on mener de front une procédure d'extension volontaire et une procédure d'extension forcée d'une même communauté d'agglomération ? .....39**  
Conclusions Emmanuel Glaser  
CE 10 octobre 2003, Commune des Angles

#### • Contentieux des collectivités locales

**Comment déterminer le juge compétent pour statuer sur une action en comblement de passif dirigée contre une commune ? .....48**  
Conclusions M. Mellottée  
Cass. civ. 11 février 2003, Association pour la gestion de la patinoire de Boulogne-Billancourt

**Une commune engage-t-elle sa responsabilité pour une discrimination illégale lors de l'attribution d'une location-gérance ? .....51**  
Conclusions Jean-Louis Rey  
CAA Bordeaux 31 juillet 2003, M. T., M. C.

**Le délit de prêt illicite de main-d'œuvre peut-il s'appliquer à un établissement public administratif ? .....54**  
Cass. crim. 30 septembre 2003, Union syndicale des personnels des affaires culturelles CGT

**Dans quelles conditions l'administration doit-elle prêter main forte à l'exécution d'une ordonnance d'expulsion des occupants d'un immeuble ? .....57**  
Conclusions Terry Olson  
CE 29 octobre 2003, Société Resimmo

**La responsabilité d'une commune peut-elle être engagée pour le bruit causé par des installations sportives ? .....60**  
Conclusions Gilles Le Chatelier  
CE 28 novembre 2003, Commune de Moissy Cramayel

### BRÈVES DE JURISPRUDENCE

#### L'OFFICIEL EN BREF

#### MODÈLES D'ACTES

**Modèle de statuts simplifié de Communauté de communes.....71**

### CHRONIQUES

- La tarification des services publics locaux.** Martine Long.74
- L'intervention économique des collectivités locales et le droit de la concurrence.** Arnaud Coutant .....80

### JURISPRUDENCE

#### • État

- Peut-on contrôler une décision refusant d'engager des travaux prévus par une déclaration d'utilité publique ?**.85
- Conclusions Gilles Le Chatelier
- CE 29 octobre 2003, Comité de défense des riverains du tronçon commun A4-A86

#### • Compétences des collectivités locales

- Dans quelles conditions une délibération accordant une garantie d'emprunt peut-elle légalement intervenir ?**.....88
- Conclusions Guillaume Goulard
- CE 30 juillet 2003, Banco di Napoli International SA et Sté San Paolo Bank SA

- Quelles conséquences faut-il tirer de l'ouverture sans autorisation d'une maison de retraite ?** .....93
- Conclusions Jacques-Henri Stahl
- CE 3 décembre 2003, Département de l'Hérault

- La modulation des subventions versées par un département aux communes instaure-t-elle une forme illégale de tutelle ?**.....97
- Conclusions François Sénors
- CE Ass. 12 décembre 2003, Département des Landes

#### • Domaines public et privé des collectivités locales

- Quel est le régime juridique des usoirs en Alsace-Moselle ?**.....105
- Conclusions Dominique Commaret
- TC 22 septembre 2003, M. G. c/ Commune de Juville

#### • Services publics locaux

- Quelle est la nature juridique des caisses de crédit municipal ?**.....108
- Conclusions Dominique Commaret
- TC 22 septembre 2003, M. T. c/ Crédit municipal de Dijon

#### • Fonction publique territoriale

- Les directeurs généraux des services de départements de moins de 500 000 habitants ont-ils droit à la NBI ?**....113
- Conclusions Marie-Hélène Mitjaville
- CE 3 octobre 2003, Association nationale des directeurs généraux et des directeurs généraux adjoints des conseils régionaux et des conseils généraux

- Les centres de gestion sont-ils soumis aux règles de recrutement prévues par le statut de la fonction publique territoriale ?**.....117
- Conclusions Emmanuel Glaser
- CE 24 novembre 2003, Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Alpes-Maritimes

- L'administration peut-elle considérer qu'il y a abandon de poste malgré la production d'un certificat médical ?**121
- Conclusions Emmanuel Glaser
- CE 24 novembre 2003, Commune de Laroque d'Olmes

- 1) Une suppression d'emploi est-elle régulière en l'absence de transmission du procès-verbal de la séance du CTP au CNFPT ou au centre de gestion 2) Quelles décisions le CNFPT peut-il contester à l'occasion de la mise à disposition d'un agent ?**.....125
- Conclusions François Sénors
- CE 17 décembre 2003, CNFPT, req. nos 248.814 et 253.261

#### • Finances publiques locales

- Quel contrôle le comptable public doit-il opérer sur le versement d'un fonds de concours ?** .....130
- Cour des comptes 11 septembre 2003, Commune de Roquevaire (Bouches-du-Rhône)

#### • Contentieux des collectivités locales

- Y a-t-il urgence à suspendre un avis du conseil de discipline de recours qui impose de réintégrer un agent révoqué ?** .....133
- Conclusions Emmanuel Glaser
- CE 14 novembre 2003, Mme R.

### BRÈVES DE JURISPRUDENCE

#### L'OFFICIEL EN BREF

#### MODÈLES D'ACTES

- Modèle de délibération déléguant à l'exécutif la décision de recourir à l'emprunt**.....143
- Modèle de décision de l'exécutif pour la signature d'un contrat de prêt**.....143

### CHRONIQUES

**Les collectivités locales, opérateurs de télécoms : du « pour quoi » au « comment »** .....146

Olivier de Courcel et Marc Sénac de Monsebernard

**Les collectivités locales et l'électricité** .....152

Pascal Sokoloff

### JURISPRUDENCE

#### • Organisation générale des collectivités locales

**Quels espaces faut-il réserver, dans les publications communales, à l'expression des conseillers d'opposition ?** .....159

Conclusions François Séners

CE 28 janvier 2004, Commune de Pertuis

#### • Organes des collectivités locales

**Un maire peut-il rester en fonction alors qu'il n'est plus éligible au conseil municipal ?** .....163

Conclusions Jacques-Henri Stahl

CE 16 janvier 2004, Élection du maire de la commune de Villiers-aux-

Corneilles, Mme Charpentier

CE 7 janvier 2004, M. Le F. et autres

#### • État

**En cas de transmission spontanée de pièces complémentaires, le délai du déferé préfectoral est-il prorogé ?** .....167

Conclusions Gilles Le Chatelier

CE 17 octobre 2003, District de Bastia

#### • Police administrative

**Dans quelles conditions le président du conseil général peut-il user de ses pouvoirs en matière de police de la circulation et de conservation du domaine public routier ?** .....171

Conclusions Sophie Boissard

CE 22 octobre 2003, Société Les Sablières de la Perche

**Un maire peut-il interdire la prostitution ?** .....175

Conclusions Philippe Hommeril

TA Caen 18 novembre 2003, Préfet du Calvados

**Dans quelles conditions peut-on réglementer l'utilisation des « motoneiges » ?** .....179

Conclusions Didier Chauvaux

CE 30 décembre 2003, Syndicat national des professionnels

de la moto-neige et autres – SARL Le Refuge « Napoléon »

#### • Services publics locaux

**Quelle est la situation juridique du personnel d'un GIP local ?** .....183

Conclusions Dominique Commaret

TC 15 décembre 2003, Préfet du Val-d'Oise, M. F. c/ « Mission

intercommunale jeunesse » de Bezons-Argenteuil

#### • Domaines public et privé des collectivités locales

**La juridiction administrative est-elle compétente pour juger un litige relatif à l'expulsion d'un occupant sans titre d'un local communal ?** .....185

Conclusions Marie-Hélène Mitjavile

CE 12 décembre 2003, Commune du Lamentin

#### • Fonction publique territoriale

**La suspension des droits à pension est-elle toujours conforme à l'article 1er du premier protocole additionnel à la CEDH ?** .....188

Conclusions Guillaume Goulard

CE 7 janvier 2004, M. C. – CE 7 janvier 2004, M. G.

**À quelles conditions le titulaire d'un emploi fonctionnel peut-il conserver la rémunération de son emploi antérieur ?** .....195

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 16 janvier 2004, M. C., Commune de Scionzier

#### • Organismes de coopération et de regroupement

**Quelles sont les règles applicables aux délégations de compétences dans les établissements publics intercommunaux ?** .....199

CE Avis 17 décembre 2003, Préfet du Nord

#### • Contentieux des collectivités locales

**Quel est le juge compétent pour connaître de la contestation portant sur les cotisations sociales des bénéficiaires du RMI ?** .....201

Conclusions Dominique Commaret

TC 15 décembre 2003, Préfet de la Gironde, Urssaf et CPAM

de la Gironde c/ Département de la Gironde

**Quelle est la procédure des autorisations de plaider en appel ou en cassation ?** .....204

Conclusions Jacques-Henri Stahl

CE 16 janvier 2004, M. Méry

### BRÈVES DE JURISPRUDENCE

#### L'OFFICIEL EN BREF

#### MODÈLES D'ACTES

**Contrat pour la concession d'un parc de stationnement** .....213

### CHRONIQUES

- Le département et l'insertion : un responsable unique et une multitude de partenaires**.....222  
Éric Péchillon
- Une institution méconnue : la section de commune**.....228  
Caterina Severino

### JURISPRUDENCE

#### • Actes des collectivités locales

- La diffusion d'une brochure d'information sur les actions de l'exécutif est-elle d'intérêt régional ?**.....233  
Conclusions Michèle Richer  
CAA Lyon 4 décembre 2003, Région de Bourgogne

- L'administration peut-elle s'abstenir de publier un règlement ?**.....237  
Conclusions Terry Olson  
CE 12 décembre 2003, Syndicat des commissaires et hauts-fonctionnaires de la police nationale et autres

#### • État

- L'administration fiscale peut-elle refuser de communiquer les rôles supplémentaires de taxe professionnelle aux communes ?**.....241  
Conclusions Robert Lalauze  
CAA Nantes 3 décembre 2003, Ministre de l'Économie, des finances et de l'industrie c/ Commune d'Argentan

#### • Fonction publique territoriale

- Un agent contractuel affecté au cabinet du maire est-il un collaborateur de cabinet ?**.....244  
Conclusions Victor Haïm  
CAA Paris 27 novembre 2003, Ville de Paris
- Dans quelles conditions un maire peut-il mettre fin aux fonctions d'un agent détaché sur un emploi fonctionnel ?** 247  
Conclusions Emmanuel Glaser  
CE 7 janvier 2004, M. B.  
CE 25 février 2004, Commune de Maurepas

- La juridiction administrative est-elle compétente pour juger un litige entre une commune et des salariés d'une association gérant un service public administratif ?**.....253  
Conclusions Jacques Duplat  
TC 19 janvier 2004, Mme D. et autres c/ Commune de Saint-Chamond

- Faut-il tenir compte de l'expérience professionnelle des candidats aux concours de recrutement ?**.....259  
CE 4 février 2004, M. L. et Mme W.

- Un fonctionnaire déclaré définitivement inapte au service peut-il néanmoins bénéficier d'un congé de longue maladie ?**.....262  
Conclusions Christophe Devys  
CE 13 février 2004, M. S.

#### • Finances publiques locales

- L'article 6 § 1 de la CEDH s'applique-t-il à tous les stades de la procédure de gestion de fait ?**.....265  
Conclusions Mattias Guyomar  
CE 30 décembre 2003, M. B., Mme R.  
CEDH 7 octobre 2003, décision sur la recevabilité de la requête présentée par Mme R.-D. c/ France

#### • Organismes de coopération et de regroupement

- 1. Quelle liberté pour les communes dans la définition des compétences d'un syndicat ? 2. La commune membre d'un syndicat peut-elle soulever l'exception d'illégalité d'une décision du syndicat mettant à la charge des communes une dépense ?**.....276  
Conclusions Emmanuel Glaser  
CE 7 janvier 2004, Commune d'Hautmont
- 1. Quelle liberté pour les communes dans la définition des compétences d'un syndicat ? 2. La commune membre d'un syndicat peut-elle soulever l'exception d'illégalité d'une décision du syndicat mettant à la charge des communes une dépense ?**.....276  
Conclusions Emmanuel Glaser  
CE 7 janvier 2004, Syndicat intercommunal du Val-de-Sambre

#### • Contentieux des collectivités locales

- Une commune peut-elle engager sa responsabilité pour non-réalisation d'une aire de stationnement aménagée pour les gens du voyage ?**.....285  
Conclusions Pascale Rousselle  
CAA Nancy 4 décembre 2003, Commune de Verdun c/ M. R.
- Quel est l'ordre de juridictions compétent pour connaître d'un accident de ski ?**.....288  
Conclusions Francis Lamy  
TC 15 décembre 2003, Mme P. c/ Société d'économie mixte des Écrins et société AGF

### BRÈVES DE JURISPRUDENCE

#### L'OFFICIEL EN BREF

#### MODÈLES D'ACTES

- Modèles de délibérations en matière de participation pour voirie et réseaux et de convention de préfinancement avec les propriétaires fonciers**.....297

### CHRONIQUES

**Le nouveau Code des marchés publics** .....302  
Michel Degoffe - Laurent Gravier

**Les collectivités territoriales et les marchés publics informatiques** .....306  
Cédric Frenel - Arnaud Tessalonikos

### JURISPRUDENCE

#### • État

**Le plan de déplacements urbains de la région Île-de-France est-il régulier ?** .....312  
Conclusions Terry Olson

CE 9 février 2004, Automobile club d'Île-de-France et Fédération française des automobiles-clubs et des usagers de la route, Commune de Saint-Maur-des-Fossés

#### • Compétences des collectivités locales

**Qu'est-ce qu'un logement social géré par une SEM au sens de la loi SRU ?** .....318  
Conclusions Pierre Collin

CE 18 février 2004, Syndicat du logement et de la consommation

#### • Police administrative

**Dans quelles conditions une manifestation peut-elle être interdite ?** .....322  
Conclusions Didier Chauvaux

CE 30 décembre 2003, MM. Jean-Yves L. et Philippe du C. et Association SOS Tout-Petits

#### • Domaines public et privé des collectivités locales

**Quel est le régime juridique de la zone « des cinquante pas géométriques » ?** .....325  
Conclusions Pierre Collin

CE 18 février 2004, Consorts G.

#### • Services publics locaux

**Le tarif de la « carte orange » doit-il être réduit pour les personnes disposant de faibles revenus ?** .....329  
Conclusions Marie-Hélène Mitjavile

CE 6 février 2004, Association « La raison du plus faible »

#### • Fonction publique territoriale

**Les services effectués en position de détachement auprès d'une société privée peuvent-ils être pris en compte pour bénéficier de la jouissance immédiate d'une pension de retraite ?** .....332  
Conclusions Laurent Vallée

CE 17 décembre 2003, Caisse des dépôts et consignations

**Un bûcheron employé par une commune est-il un agent public ?** .....335

Conclusions Jacques Duplat

TC 19 janvier 2004, Pierrat c/ Commune de Wildenstein

**Une chute dans l'escalier d'un immeuble collectif constitue-t-elle un accident de trajet ?** .....338

Conclusions Odile Dorion

TA Dijon 12 février 2004, Mlle Florence F. c/ Centre communal d'action sociale de Chalon-sur-Saône

**Les règles d'admission à concourir peuvent-elles traiter différemment des diplômés équivalents ?** .....341

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 16 février 2004, Mlle M., M. T.

**Le juge judiciaire est-il compétent pour trancher un contentieux relatif à la résiliation d'un contrat d'emploi consolidé ?** .....345

Conclusions Gilles Bachelier

TC 23 février 2004, Centre hospitalier universitaire de Toulouse c/ Mlle G.

**Comment la réduction du temps de travail s'applique-t-elle aux sapeurs-pompiers professionnels ?** .....348

Conclusions François Sénors

CE 31 mars 2004, Syndicat « Sindicatu di i travagliadori corsi » et autres

#### • Finances publiques locales

**Dans quelles conditions peut intervenir le mandatement d'office d'une dépense obligatoire ?** .....354

Conclusions Laurent Vallée

CE 17 décembre 2003, Société Natexis-Banques Populaires

#### • Organismes de coopération et de regroupement

**L'élection des délégués d'une communauté de communes à un syndicat mixte est-elle soumise, pour être exécutoire, à l'obligation de transmission au préfet ?** .....357

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 16 février 2004, Communauté cantonale de Celles-sur-Belle

#### • Contentieux des collectivités locales

**Un maire qui diffuse publiquement une lettre critiquant l'activité d'un de ses administrés commet-il une faute détachable de ses fonctions ?** .....363

Conclusions Gilles Bachelier

TC 23 février 2004, M. D. c/ M. G.

### BRÈVES DE JURISPRUDENCE

#### L'OFFICIEL EN BREF

#### MODÈLES D'ACTES

**Modèle de contrat pour la collecte et l'évacuation des ordures ménagères** .....372

### CHRONIQUES

**Le régime des contraventions de voirie.** Éric Delacour .....382

**La dématérialisation des actes des collectivités locales :  
réalité ou vœu pieux ?** Anne Cantéro .....390

### JURISPRUDENCE

#### • Actes des collectivités locales

**Un maire peut-il faire ouvrir le courrier adressé à ses  
adjoints ou conseillers municipaux ?** .....397

Conclusions Sophie Boissard

CE 9 avril 2004, M. V.

#### • État

**À quelle condition un dossier de demande d'autorisation  
de création d'un ensemble cinématographique est-il  
régulier ?** .....402

Conclusions Anne-Françoise Roul

CE 17 mars 2004, SARL Loisirs 2000 et SA Cinémas Forum

#### • Compétences des collectivités locales

**Comment calcule-t-on le coût moyen par élève des écoles  
publiques de la commune d'accueil ?** .....407

Conclusions Guillaume Goulard

CE 7 avril 2004, Commune de Port d'Envaux et autres

**Dans quelles conditions un département peut-il accorder  
sa garantie à un emprunt ?** .....410

Conclusions Guillaume Goulard

CE 7 avril 2004, Département de la Gironde

#### • Police administrative

**L'affichage publicitaire est-il autorisé en bordure  
des autoroutes et voies express urbaines ?** .....413

Conclusions Isabelle de Silva

CE 12 décembre 2003, Société Trihept

#### • Domaines public et privé des collectivités locales

**Quel est le statut des terrains gérés par l'ONF dans  
la zone des cinquante pas géométriques ?** .....417

Conclusions Gilles Bachelier

TC 19 janvier 2004, Office national des forêts c/ M. F.

#### • Fonction publique territoriale

**L'absence injustifiée d'un chef de service est-elle  
un manquement à l'honneur ?** .....419

Conclusions François Séners

CE 9 avril 2004, M. D.

#### • Contentieux des collectivités locales

**Quel est le juge compétent pour statuer sur la conformité  
d'une opération aux termes de la déclaration d'utilité  
publique ?** .....424

Conclusions Dominique Commaret

TC 23 février 2004, Commune d'Auribeau-sur-Siagne c/ Consorts L.

**Devant quelle juridiction faut-il contester la régularité  
formelle d'un acte de poursuite en vue du recouvrement  
d'une créance administrative ?** .....429

Conclusions Gilles Bachelier

TC 23 février 2004, M. M. c/ Trésorier-payeur général de la Haute-Corse

**Un contrat de crédit-bail peut-il être un contrat  
administratif ?** .....432

Conclusions Dominique Commaret

TC 23 février 2004, Société Leasecom c/ Centre hospitalier général  
du pays d'Aix-en-Provence

**La responsabilité pénale d'un département peut-elle  
être engagée en cas d'accident dû à l'organisation  
des transports scolaires ?** .....435

Conclusions Dominique Commaret

Cass. crim. 6 avril 2004, Département de l'Orne

### BRÈVES DE JURISPRUDENCE

#### L'OFFICIEL EN BREF

#### MODÈLES D'ACTES

**Statut type des sociétés d'économie mixte sportives  
locales** .....448

### CHRONIQUE

**L'arbitrage du préfet en matière de droit des enseignants** ..... 454  
Jean-Philippe Strebler

### JURISPRUDENCE

#### • Organes des collectivités locales

**Dans quelles conditions le maire peut-il recourir à la procédure d'urgence ?** ..... 459  
Conclusions Victor Haïm  
CAA Paris 18 mars 2004, Commune de Pontoise c/ M. R.

#### • Compétences des collectivités locales

**Quelle est la portée de la charte d'un parc naturel régional ?** ..... 463  
Conclusions Francis Lamy  
CE 27 février 2004, Centre régional de la propriété foncière de Lorraine-Alsace et autres

#### • Police administrative

**Un maire peut-il refuser le dépôt provisoire d'une dépouille mortelle dans une propriété privée ?** ..... 468  
Conclusions Didier Chauvaux  
CE 12 mai 2004, Association du Vajra triomphant, M. B.

#### • Domaines public et privé des collectivités locales

**Peut-on conclure un bail emphytéotique sur une dépendance de la voirie routière ?** ..... 472  
Conclusions Pierre Collin  
CE 30 avril 2004, SCI Ferrand

#### • Services publics locaux

**Après annulation de délibérations annuelles fixant le tarif de l'eau, un SIVOM peut-il prendre une délibération de régularisation rétroactive pour les années en cause ?** ..... 476  
Conclusions François Séners  
CE 9 avril 2004, M. E. et autres

#### • Fonction publique territoriale

**Un fonctionnaire, ressortissant communautaire, peut-il faire valider les services militaires effectués dans son pays natal pour le calcul de ses droits à pension ?** ..... 479  
Conclusions Nicolas Delespierre  
TA Dijon 18 novembre 2003, M. A. K. c/ Caisse des dépôts et consignations  
TA Dijon 6 avril 2004, M. A. K. c/ Caisse des dépôts et consignations

**Un fonctionnaire communal, par ailleurs agent contractuel au service d'un EPCI, peut-il être sanctionné par le président dudit organisme en cas de faute disciplinaire ?** ..... 483  
Conclusions François Séners  
CE 9 avril 2004, M. M.

**Un candidat handicapé peut-il accéder à la fonction publique ?** ..... 487  
Conclusions Pierre Collin  
CE 30 avril 2004, Mlle M.

#### • Finances publiques locales

**Le CNFPT est-il un établissement d'enseignement au sens du droit fiscal ?** ..... 490  
Conclusions Pierre Collin  
CE 30 avril 2004, CNFPT

#### • Contentieux des collectivités locales

**Le juge administratif est-il compétent pour apprécier la responsabilité d'une commune qui a incité les associés d'une entreprise à souscrire un emprunt pour financer son installation ?** ..... 494  
Conclusions Michèle Richer  
CAA Lyon 4 mars 2004, M. D. et autres

**De quelle juridiction relève le contentieux des aides sociales facultatives ?** ..... 498  
Conclusions Christophe Devys  
CE 28 avril 2004, Mme M.

**Comment se reconnaît la qualité de collaborateur bénévole du service public ?** ..... 501  
Conclusions Emmanuelle Prada-Bordenave  
CE 30 avril 2004, M. P.

**La responsabilité d'une collectivité territoriale est-elle engagée lorsque le service de l'État auquel elle a confié, par contrat, l'exécution d'une mission d'assistance technique manque à ses obligations ?** ..... 505  
Conclusions Emmanuel Glaser  
CE S. 12 mai 2004, Commune de La Ferté-Milon

**Peut-on obtenir la suspension de la réalisation d'un projet dont on n'avait pas préalablement contesté le principe et les modalités ?** ..... 511  
Conclusions François Séners  
CE 28 mai 2004, Commune de Mittersheim

### L'OFFICIEL EN BREF

### MODÈLES D'ACTES

**Concession d'une plage naturelle à une commune, à un syndicat de communes, ou à un département** ..... 519

### BIBLIOGRAPHIE

### CHRONIQUES

**L'adoption du volet financier de la nouvelle étape de la décentralisation.....526**

Jean-Philippe Vachia

**L'évolution de la gestion locale des déchets ménagers et assimilés : entre décentralisation et délocalisation.....536**

Philippe Billet

### JURISPRUDENCE

#### • Actes des collectivités locales

**Un maire peut-il décider de fermer les services municipaux pour soutenir un mouvement de grève en faveur de la fonction publique et du service public ?.....541**

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 23 juin 2004, Commune de Dunkerque et Communauté urbaine de Dunkerque

#### • Police administrative

**Un arrêté « anti-mendicité » au champ d'application dans le temps et l'espace étendu est-il légal ? .....544**

Conclusions Jean-Louis Rey

CAA Bordeaux 27 avril 2004, Ville de Bordeaux

#### • Domaines public et privé des collectivités locales

**Quels sont les effets d'un arrêté d'alignement ? .....550**

Conclusions Pierre Collin

CE 26 mai 2004, M. J.

**Qui est compétent pour abroger une autorisation d'occuper le domaine public ? .....554**

Conclusions Pierre Collin

CE 26 mai 2004, Société Paloma, req. n° 242.085

CE 26 mai 2004, Société Paloma, req. n° 242.086

**Qui est compétent pour abroger une autorisation d'occuper le domaine public ? .....554**

Conclusions Pierre Collin

CE 26 mai 2004, Société Paloma, SCI La Colombe

#### • Services publics locaux

**À quelle condition la création d'une société d'économie mixte locale est-elle légale ? .....563**

Conclusions Pascal Trouilly

CAA Paris 11 mai 2004, Commune d'Ozoir-la-Ferrière

#### • Fonction publique territoriale

**Selon quelles modalités faut-il communiquer au fonctionnaire concerné le rapport transmis au conseil de discipline ? .....568**

Conclusions François Séners

CE 14 juin 2004, Commune d'Ollainville

**Peut-on librement fixer le montant des indemnités de licenciement d'un agent contractuel ? .....572**

Conclusions François Séners

CE 14 juin 2004, M. L.

**Un fonctionnaire illégalement réintégré peut-il faire l'objet d'une radiation des cadres pour abandon de poste ? .....576**

Conclusions François Séners

CE 14 juin 2004, Mlle P.

**Quel contrôle le juge opère-t-il sur l'équivalence du niveau des fonctions auparavant exercées par un agent contractuel avec le niveau des fonctions dévolues aux administrateurs territoriaux ? .....579**

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 23 juin 2004, M. D.

#### • Organismes de coopération et de regroupement

**Peut-on suspendre la création d'une communauté de communes ? .....582**

Conclusions François Séners

CE 5 juillet 2004, Commune de Ria-Sirach et autres

#### • Élections

**Peut-on contester l'irrégularité de la décision prononçant la démission d'office d'un conseiller régional alors que de nouvelles élections ont eu lieu ? .....585**

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 23 juin 2004, M. F.

**Comment doivent être désignés les délégués des communes associées aux élections sénatoriales dans les communes issues d'une fusion comptant moins de 100 000 habitants ? .....588**

Conclusions Jean-Yves Tallec

TA Dijon 8 juillet 2004, Élections des délégués et des délégués suppléants de la commune de Rosoy pour les élections sénatoriales du 26 septembre 2004

### BRÈVES DE JURISPRUDENCE

#### L'OFFICIEL EN BREF

#### MODÈLES D'ACTES

**Convention type conclue entre l'État et la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou la personne publique ou privée gérant une ou plusieurs aires d'accueil de gens du voyage, en application du II de l'article L. 851-1 du Code de la sécurité sociale.....598**

### CHRONIQUE

**L'intercommunalité dans la loi du 13 août 2004** .....602

Michel Degoffe

### JURISPRUDENCE

#### • Organes des collectivités locales

**La décision d'un conseil municipal de siéger à huis clos est-elle susceptible d'un contrôle ?** .....610

Conclusions Guillaume Goulard

CE 19 mai 2004, Commune de Vincly

#### • État

**Quelle est la portée juridique des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux ?** .....613

Conclusions Francis Donnat, Mattias Guyomar

CE 9 juin 2004, Association « Alsace Nature » du Haut-Rhin

CE 28 juillet 2004, Association de défense de l'environnement et autres, Fédération nationale SOS Environnement et autres, MM. S., D.

#### • Compétences des collectivités locales

**Les juridictions de l'aide sociale peuvent-elles statuer sur l'obligation alimentaire ?** .....619

Conclusions Jacques-Henri Stahl

CE 16 juin 2004, M. C.

**Les modifications apportées aux modalités de fixation des redevances d'utilisation du réseau ferré national doivent-elles être soumises aux régions pour avis ?** .....622

Conclusions Marie-Hélène Mitjavile

CE 16 juin 2004, Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

#### • Compétences des collectivités locales

**Une commune peut-elle financer un voyage de découverte ?** .....625

Conclusions François Séniers

CE 7 juillet 2004, Commune de Celoux

#### • Domaines public et privé des collectivités locales

**Existe-t-il un domaine public mobilier ?** .....629

Conclusions Gilles Bachelier

CE 28 mai 2004, Aéroports de Paris

**Les bâtiments d'un atelier-relais appartiennent-ils au domaine public ?** .....635

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 11 juin 2004, Commune de Mantes-la-Jolie

#### • Fonction publique territoriale

**Dans quelles conditions un fonctionnaire maintenu en disponibilité contre son gré a-t-il droit aux allocations de chômage ?** .....639

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 28 juillet 2004, Office public d'aménagement et de construction Sarthe Habitat

#### • Finances publiques locales

**Quel contrôle un comptable public doit-il effectuer sur les utilisations de cartes accréditives de carburant ?** .....643

Conclusions Mattias Guyomar

CE 28 juillet 2004, Ministre d'État, Ministre de l'Économie, des finances et de l'industrie c/ M. Daviau

#### • Collectivités locales à statut particulier

**Le droit de reprise au profit de la collectivité de Mayotte est-il toujours en vigueur ?** .....649

Conclusions Sophie Boissard

CE 2 février 2004, M. et Mme A.

**L'aide humanitaire relève-t-elle des relations extérieures de la France ou de la compétence de la Polynésie française ?** .....656

Conclusions Marie-Hélène Mitjavile

CE 24 mars 2004, M. H.

### BRÈVES DE JURISPRUDENCE

#### L'OFFICIEL EN BREF

#### MODÈLES D'ACTES

**Modèle de convention d'adhésion entre une collectivité territoriale et le centre de gestion en matière de médecine professionnelle** .....670

### CHRONIQUES

**La répression disciplinaire dans la fonction publique territoriale. La notion de faute disciplinaire.....**672

Éric Delacour

**La situation des stagiaires de la fonction publique territoriale.....**677

Donatien Lecat

### JURISPRUDENCE

#### • État

**La gestion de la chasse dans les forêts domaniales relève-t-elle d'un service public administratif ou industriel et commercial ?.....**682

Conclusions Francis Lamy

CE 28 juillet 2004, Union cynégétique d'Alsace

#### • Compétences des collectivités locales

**Une commune peut-elle octroyer une subvention à une société de taxis pour créer un central téléphonique ?.....**685

Conclusions Jean-Jacques Louis

CAA Marseille 3 mai 2004, Ville de Nice c/ M. Max C.

**Y a-t-il urgence à suspendre un refus d'agrément en vue de l'adoption ?.....**690

Conclusions Emmanuelle Prada-Bordenave

CE 12 juillet 2004, Département des Yvelines

#### • Police administrative

**Un maire peut-il interdire l'accès du public aux grottes de sa commune et instaurer un régime d'autorisation préalable pour les spéléologues ?.....**694

Conclusions Jean-Jacques Louis

CAA Marseille 3 mai 2004, Fédération française de spéléologie c/ Commune de Nans-les-Pins

**Un maire est-il compétent pour réglementer la culture des OGM sur le territoire de sa commune ?.....**696

CAA Bordeaux 22 septembre 2004, Préfet de la Haute-Garonne

#### • Domaines public et privé des collectivités locales

**L'exploitant d'un service public de transport maritime peut-il bénéficier de facilités d'accès aux installations portuaires ?.....**699

Conclusions Pierre Collin

CE 30 juin 2004, Département de la Vendée

#### • Services publics locaux

**Quels sont les pouvoirs de la commission bancaire vis-à-vis des caisses de crédit municipal ?.....**705

Conclusions Francis Lamy

CE 28 juillet 2004, Caisse de crédit municipal de Strasbourg

#### • Fonction publique territoriale

**La responsabilité du CNFPT peut-elle être engagée à l'égard de la collectivité d'origine dans le cadre de sa gestion des agents pris en charge ?.....**709

Conclusions Thibaut Célérier

TA Paris 29 avril 2004, Syndicat intercommunal à vocation multiple du massif d'Uchaux

**La contribution versée par une commune au CNFPT pour la prise en charge d'un de ses agents, privé d'emploi, peut-elle être réduite ?.....**713

Conclusions Joëlle Adda

CAA Paris 28 juin 2004, Commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône c/ Centre national de la fonction publique territoriale

**Peut-on légalement limiter le service d'un vacataire aux seules fins de maintenir l'intéressé dans un régime précaire ?.....**717

Conclusions Anne-Françoise Roul

CE 15 juillet 2004, Mme R.

**Peut-on recruter des contractuels sur des emplois permanents de la fonction publique territoriale ?.....**723

Conclusions Jean-Louis Rey

CAA Bordeaux 14 septembre 2004, Syndicat des agents Force Ouvrière du département de Charente-Maritime

#### • Contentieux des collectivités locales

**Dans quelle mesure les litiges relatifs aux bâtiments menaçant ruine relèvent-ils d'un juge administratif statuant seul, en premier et dernier ressort ?.....**725

Conclusions Didier Chauvaux

CE 30 juin 2004, Communauté urbaine de Lille, M. V.

### BRÈVES DE JURISPRUDENCE

### MODÈLES D'ACTES

**Convention de délégation de service public. Transports urbains de voyageurs.....**732

### CHRONIQUES

**La répression disciplinaire dans la fonction publique territoriale. Le régime de sanction disciplinaire.....744**

Éric Delacour

**La politique communale relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage, une mise en œuvre problématique....**

749

Emmanuel Aubin

### JURISPRUDENCE

#### • Compétences des collectivités locales

**Une commune peut-elle accorder sa garantie pour la totalité d'un emprunt souscrit par une association de droit privé ?.....756**

Conclusions Jean-Michel Adrien

CAA Nancy 5 août 2004, Commune de Pont-à-Mousson

**À quelle date s'apprécie le retour à « meilleure fortune » permettant l'action en récupération de prestations d'aide sociale ?.....758**

Conclusions Christophe Devys

CE 1er octobre 2004, Mme M.

#### • Police administrative

**Dans quelles conditions un arrêté « couvre-feu » pour les mineurs est-il légal ?.....763**

Conclusions Jean-Jacques Louis

CAA Marseille 13 septembre 2004, Commune de Cagnes-sur-Mer

#### • Fonction publique territoriale

**Comment assurer l'égalité de traitement des candidats en cas de subdivision d'un jury de concours ?.....765**

Conclusions Anne-Françoise Roul

CE 11 juin 2004, Mme M., Mme M.

**Un contrat emploi-solidarité peut-il être légalement conclu pour pourvoir un emploi lié à l'activité normale et permanente d'une collectivité ou d'une entreprise ?.....770**

Conclusions Christophe Devys

CE 23 juin 2004, SA France Télécom

**Une sanction disciplinaire peut-elle être suspendue en référé pour disproportion apparente ?.....773**

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 15 octobre 2004, Commune d'Andeville

**Comment faut-il calculer le plafond de rémunération accordé aux collaborateurs de cabinet ?.....776**

Conclusions Marie-Hélène Mitjavile

CE 15 octobre 2004, Commune de Pointe-à-Pitre

**Comment tirer les conséquences d'une annulation d'un arrêté de mise à disposition du CNFPT ?.....781**

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 25 octobre 2004, M. Michel M.

#### • Finances publiques locales

**Y a-t-il un droit à rectification des observations de gestion des chambres régionales des comptes ?.....785**

Conclusions Francis Lamy

CE 15 juillet 2004, M. Jean-Marie C.

#### • Élections

**L'intervention officielle d'un maire invitant les électeurs à ne pas porter leurs suffrages sur un candidat aux élections cantonales constitue-t-elle une pression de nature à entraîner l'annulation des élections ?.....793**

Conclusions Antoine Jarrige

TA Melun 1er octobre 2004, M. Jean-Paul B. c/ M. Jean C.

**Comment tirer les conséquences d'une erreur de recensement des votes lors des élections régionales ?**

797

Conclusions Jacques-Henri Stahl

CE 20 octobre 2004, Élections régionales de Picardie, M. Montès et autres

#### • Contentieux des collectivités locales

**Peut-on diffamer une municipalité ?.....801**

Cass. crim. 8 juin 2004, Commune de Givors

**Sur quelle cause juridique repose la mise en jeu de la responsabilité d'une personne publique en raison des fautes commises dans la gestion d'une association ?**

803

Conclusions Christophe Devys

CE 1er octobre 2004, Association départementale d'éducation et de prévention spécialisée (ADEPS)

### BRÈVES DE JURISPRUDENCE

#### L'OFFICIEL EN BREF

#### MODÈLES D'ACTES

**Modèles de délibérations relatives au placement des fonds d'une commune.....817**